



N°1248
24 novembre au
07 décembre 2023



Focus

Code général de la fonction publique : dispositions applicables à la fonction publique territoriale CNFPT, 10/2023, 421 p.

<https://www.cnfpt.fr/sites/default/files/document/1700757236/code-general-fonction-publique-2023.pdf>

La décision de principe de rassembler dans un code unique les textes intéressant la fonction publique a été prise par la Commission supérieure de codification en 1995.

27 ans plus tard, ce code voit enfin le jour. Son but ? Donner une meilleure visibilité à l'ensemble des règles applicables aux agents, qu'ils soient fonctionnaires ou contractuels, et travaillent pour l'Etat, les collectivités territoriales et les hôpitaux publics, soit plus de 5,5 millions de personnes. C'est l'équivalent du code du travail des salariés du secteur privé.

Tous les acteurs en charge des ressources humaines au sein des collectivités territoriales vont devoir s'approprier ces nouvelles références. Pour les aider dans cette démarche, le CNFPT a décidé d'éditer ce « Code général de la fonction publique » en y faisant figurer, dans un souci de d'accessibilité, uniquement les dispositions applicables à la fonction publique territoriale, y compris les décrets d'application et la jurisprudence relative à la gestion des ressources humaines.

Le rôle des services espaces verts dans la prévention des allergies aux pollens / Réseau des Documentalistes

CNFPT, 08/12/2023

<https://padlet.com/berangereguillet/le-r-le-des-services-espaces-verts-dans-la-pr-vention>

Padlet de ressources documentaires réalisé à l'occasion d'un webinar organisé par le service de spécialités Santé publique de l'INSET d'Angers. Ce webinar est l'occasion de comprendre les allergies aux pollens, dans des villes qui se végétalisent, et d'identifier le fonctionnement des pollinariums comme possible outil de prévention.



Veille sectorielle

Action éducative/Sport - Action internationale/Europe

Aménagement et développement des territoires

Culture - Droit public/Citoyenneté/Institutions/Collectivités territoriales/Achats Publics

Economie - Emploi/Formation - Finances publiques/Gestion locale

Fonction publique/Statut - Information/Communication/TIC

Management/Ressources humaines

Outre-Mer - Sciences Humaines/Société - Sécurité civile et publique

Services techniques et transitions écologiques

Social/Santé



On vous signale une expérience

Action éducative/Restauration scolaire/Sport

Education : Les toilettes égalitaires à l'école, une solution qui profite aux filles comme aux garçons

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 04/12/2023, n° 2693, p. 50-51

<https://archives.lagazettedescommunes.com/41162486/les-toilettes-egalitaires-a-l-ecole-une-solution-POURQUOI?>

Les collectivités qui optent pour la mixité des toilettes à l'école ou au collège notent une amélioration du climat scolaire et une diminution des dégradations des sanitaires.

POUR QUI ?

Les filles comme les garçons profitent de cet espace partagé, avec moins d'attente pour les filles et une intimité respectée pour tous.

COMMENT ?

Les urinoirs sont remplacés par des cabines fermées de haut en bas. Miroirs et fontaines à eau peuvent être installés à l'extérieur afin d'éviter les attroupements.



Les lycées incités à consommer local en s'appuyant sur une plateforme d'achats

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 27/11/2023, n° 2692, p. 44-45

<https://www.lagazettedescommunes.com/898433/les-lycees-doccitanie-incites-a-consommer-local->

La plateforme Occit'Alim (région Occitanie) recense les producteurs susceptibles de répondre aux besoins des cuisines collectives (depuis trois ans pour les lycées, et élargissement aux collectivités qui ont une cuisine sur site).

La plateforme passe les marchés publics pour les collectivités.

18-25 ans : des jeunes étonnamment optimistes et résilients

TheConversation.com, 26/11/2023

<https://theconversation.com/18-25-ans-des-jeunes-etonnamment-optimistes-et-resilients-217935>

Dans un contexte difficile, les jeunes sont plus positifs qu'on ne le pense face aux défis de demain, plus matures aussi et se définissent principalement par les causes qu'ils défendent en privilégiant des modes d'action dans la sphère privée plutôt que dans un espace public qui ne les inspire pas.

https://cdn.theconversation.com/static_files/files/2947/Jeune%28s%29_en_France

Lutte contre le décrochage scolaire : des expérimentations encourageantes

Vie-publique.fr, 23/11/2023

<https://www.vie-publique.fr/en-bref/291908-lutte-contre-le-decrochage-scolaire-le-dispositif->

Un rapport publié en octobre 2023 fait une analyse de l'expérimentation de la démarche "Tous droits ouverts" (TDO) menée de mars à août 2023 dans neuf académies volontaires. Le dispositif vise à aider les jeunes en décrochage scolaire.

Investissements scolaires : les collectivités répondent présent

Banquedesterritoires.fr, 10/11/2023

<https://www.banquedesterritoires.fr/investissements-scolaires-les-collectivites-repondent>

Une étude de l'Observatoire des finances et de la gestion publique locales dévoile les efforts d'investissement des collectivités en faveur de leurs établissements scolaires, en particulier en matière de construction et de rénovation des bâtiments. Elle souligne des inégalités de dépenses selon les strates et pointe l'intervention de l'État et des intercommunalités.

<https://www.collectivites-locales.gouv.fr/files/Accueil/Etudes%20et%20statistiques/>

Harcèlement scolaire : « C'est effrayant », une enquête inédite révèle l'ampleur du phénomène

Ouest-france.fr, 07/11/2023

<https://www.ouest-france.fr/faits-divers/harcelement/harcelement-scolaire-un-jeune-sur-cinq->

À deux jours de la journée nationale de lutte contre le harcèlement scolaire, l'association Marion la main tendue et l'Ifop, l'Institut français d'opinion publique, ont révélé ce mardi 7 novembre 2023 des chiffres inédits sur un fléau jusqu'ici difficile à évaluer en France.

<https://www.ifop.com/publication/harcelement-scolaire-harcelement-entre-pairs-quel-est->

[Retour sommaire](#)

Action internationale/Europe

Collectivités locales : comment monter votre projet avec des financements européens ? [Infographie 1/3]

ToutelEurope.eu, 30/11/2023

[https://www.touteurope.eu/l-europe-en-region/infographie-1-3-collectivites-locales-comment-monter Mairies, intercommunalités, EPCI. . .](https://www.touteurope.eu/l-europe-en-region/infographie-1-3-collectivites-locales-comment-monter-Mairies,intercommunalites,EPCI) Découvrez notre série consacrée aux financements de l'Union européenne accessibles aux collectivités locales. Première étape : comment monter votre projet avec des fonds européens ?

Collectivités locales : mon projet s'inscrit-il dans une priorité de l'Union européenne ? [Infographie 2/3]

ToutelEurope.eu, 30/11/2023

[https://www.touteurope.eu/l-europe-en-region/infographie-2-3-collectivites-locales-mon-projet-Mairies, intercommunalités, EPCI. . .](https://www.touteurope.eu/l-europe-en-region/infographie-2-3-collectivites-locales-mon-projet-Mairies,intercommunalites,EPCI) Découvrez notre série consacrée aux financements de l'Union européenne accessibles aux collectivités locales. Seconde étape : identifier si votre projet local s'inscrit dans une priorité de l'Union européenne.

Collectivités locales : identifier le programme de financement européen qui correspond à mon projet [Infographie 3/3]

ToutelEurope.eu, 30/11/2023

[https://www.touteurope.eu/l-europe-en-region/infographie-3-3-collectivites-locales-identifier-Mairies, intercommunalités, EPCI. . .](https://www.touteurope.eu/l-europe-en-region/infographie-3-3-collectivites-locales-identifier-Mairies,intercommunalites,EPCI) Découvrez notre série consacrée aux financements de l'Union européenne accessibles aux collectivités locales. Troisième étape : comprendre la diversité des fonds européens et identifier celui qui correspond à votre projet.

Aménagement et développement des territoires

Métropoles : Coup de frein dans la course à l'attractivité

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 04/12/2023, n° 2693, p. 36-40

<https://www.lagazettedescommunes.com/899910/metropoles-coup-de-frein-dans-la-course>

- Municipalités écologistes

A l'instar de Jeanne Barseghian, maire (EELV) de Strasbourg, les élus écologistes qui ont pris les rênes des grandes villes en 2020 se gardent d'utiliser le terme « croissance », mais le changement de cap vis-à-vis de leurs prédécesseurs est parfois limité.

- TGV et entreprises

A Toulouse, le maire (ex-LR), Jean-Luc Moudenc, croit toujours aux vertus de l'attractivité. Attaché à la présence d'Airbus et à la venue d'une ligne à grande vitesse, il s'en prend aux nouveaux habitants qui voudraient refermer la porte derrière eux.

- Capitalisme urbain

Pour le géographe Guillaume Faburel, les métropoles n'ont pas rompu avec les tables de la loi du capitalisme urbain. Il dénonce particulièrement le nouveau réseau de transport du Grand Paris express, « plus grand projet depuis le baron Haussmann ».

Les 5 crises du logement

Alternatives économiques, 12/2023, n° 441, p. 8-11

Du blocage du marché immobilier en passant par le mal-logement, l'habitat social, la rénovation thermique, les chantiers à mener sont nombreux pour améliorer le logement en France, mais l'Etat ne suit pas.

[Retour sommaire](#)

État et collectivités locales plangent sur une meilleure gestion du trafic routier

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 27/11/2023, n° 2692, p. 42-43

<https://archives.lagazettedescommunes.com/41146037/etat-et-collectivites-locales-plangent-sur-une>

Des innovations de gestion du trafic routier sur les voies nationales, métropolitaines et départementales sont testées à Rennes et à Nantes afin de fluidifier la circulation. Les automobilistes sont incités à se reporter sur les transports en commun et le covoiturage. Le dispositif de régulation d'accès composé de capteurs sous la chaussée qui permettent d'envoyer un message à des feux de régulation quand le trafic est trop dense.

Reconvertir une friche

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 27/11/2023, n° 2692, p. 52-53

<https://archives.lagazettedescommunes.com/41146082/reconvertir-une-friche>

7 points développés :

- Comprendre les enjeux liés aux friches
- Identifier les friches
- Connaître les outils du code de l'urbanisme
- Planifier l'intervention sur les friches
- Acquérir le foncier
- Traiter la pollution
- Financer la reconversion

Y a-t-il une vie après l'industrie ? [Dossier]

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 27/11/2023, n° 2692, p. 32-37

Des stratégies de rebond économique à géométrie variable :

- Le quartier d'affaires de Saint-Denis à un tournant (Seine-Saint-Denis)
- À Carmaux (Tarn), terre de Jaurès, le parc de loisirs a triste mine
- Les magasins d'usine de Troyes (Aube) concurrencés de toutes parts
- Le Louvre -Lens (Pas-de-Calais) attire des millions de visiteurs
- À Saint-Étienne (Loire), une cité du design isolée

Génération villages, un nouveau collectif au service de l'attractivité des villages

Revue des collectivités locales, 24/11/2023

<https://collectiviteslocales.fr/territoires/generation-villages-un-nouveau-collectif-au-service->

Le mouvement citoyen lancé par le collectif Bouge ton coq en 2020, visant à installer dans les villages français de moins de 3500 habitants des commerces gérés par les habitants eux-mêmes, prend de l'ampleur. Sous la bannière Génération village qui rassemble Bouge ton Coq, l'association des maires ruraux (AMRF) et la société coopérative à mission UpCoop, un nouveau programme d'accompagnement à l'ouverture d'épiceries participatives, a été lancé en amont du congrès des maires et des présidents d'intercommunalité. L'Objectif à atteindre : 100 épiceries dans 100 villages car aujourd'hui, 26.000 communes rurales sur 31.000 ne possèdent pas d'épicerie.

La loi zéro artificialisation nette s'impose-t-elle aux collectivités territoriales ?

radiofrance.fr, 21/11/2023

<https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/le-temps-du-debat/la-loi-zero-artificialisation-nette>

La loi d'application du zéro artificialisation nette (ZAN) adoptée en juillet dernier, et découlant de la loi Climat et résilience votée en 2021, semble causer torts et inquiétudes aux collectivités territoriales. Cette loi nuira-t-elle à l'aménagement et à l'attractivité des territoires ?

Logement : une bombe sociale entre les mains des élus [Dossier]

Zepros Territorial, 11/2023, n° 38, p. 23-26

<https://territorial.zepros.fr/journaux/territorial/numeros/territorial-38>

Au sommaire :

- Logement : une bombe sociale entre les mains des élus
- Aménager le territoire afin de mieux répondre à la crise du logement - Questions à Timothée HUBSCHER, Urbaniste
- Un outil pour réhabiliter les logements vétustes des centres urbains des villes moyennes
- Petites villes de demain, un outil facilitateur

[↩ Retour sommaire](#)

Anticiper les pénuries alimentaires

Urbanisme, 11/2023, n° 434, p. 46-48

Formées à la sécurité alimentaire, des communes de France adoptent des mesures concrètes pour tendre vers l'autosuffisance et réduire ainsi les risques de rupture d'approvisionnement en cas de crises.

Guide tiers-lieux et collectivités - Comment faire ensemble ? / Agence Nationale de la Cohésion des Territoires, 2023, 124 p

<https://agence-cohesion-territoires.gouv.fr/sites/default/files/2023-11>

Ce guide, élaboré par le GIP France Tiers-Lieux avec le soutien de l'ANCT, est un outil au service des collectivités pour les aider à mieux comprendre et accompagner les acteurs des tiers-lieux. Il a pour vocation à encourager leur engagement, essentiel pour renforcer, amplifier et pérenniser ces projets porteurs de sens et de valeur pour les territoires. Là où certains services de proximité reculent, les tiers-lieux se développent. Ils sont près de 3 500 en France aujourd'hui, 60% en dehors des métropoles et un tiers en milieu rural. Ils forment l'autre visage de la France qui innove. Loin des projecteurs, au cœur des territoires, les tiers-lieux développent l'économie de demain, plus écologique, sociale et solidaire. Les collectivités territoriales, ont un rôle essentiel à jouer pour accompagner ce mouvement et repenser, plus fondamentalement, la relation entre les administrations et la société civile

Les collectivités souhaitant être accompagnées dans leurs projets peuvent faire appel au programme d'accompagnement en ingénierie de l'ANCT géré à l'échelle des préfectures de département.

<https://agence-cohesion-territoires.gouv.fr/france-tiers-lieux-et-lanct-lanct-un-guide-pour-les>

Culture

L'innovation comme levier pour rendre accessibles les musées et les expositions culturelles, 04/12/2023

<https://www.cerema.fr/fr/actualites/innovation-levier-rendre-accessibles-musees-expositions>

Afin d'animer la création de l'Observatoire des solutions d'accessibilité, le Cerema et l'AFPAPH organise une série de webinaires "Innovation & Accessibilité" dont la deuxième session portait sur l'accessibilité des musées et de lieux culturels. L'objectif est de partager les bonnes pratiques et des exemples mettant en œuvre une innovation, qu'elle soit technique, numérique, organisationnelle et même méthodologique. Le webinaire s'est tenu le 28 novembre 2023 a présenté les principaux points d'attention à prendre en compte lors de la création de parcours d'exposition et repris dans le guide publié par le Ministère de la Culture

Au sommaire :

- Quelles sont les particularités des musées à prendre en compte lors de leur mise en accessibilité ?
- L'innovation sous plusieurs formes : les retours d'expérience

Architecture et bibliothèques : « L'esprit des médiathèques a changé »

Livres hebdo, 12/2023, n° 37, p. 65-69

Moins sacralisées, plus respectueuses de leur public, mieux intégrées à la ville. . . loin d'être des temples figés, les bibliothèques sont en perpétuelles interrogation et mutation. Trois de leurs concepteurs échangent leurs visions, exemples à l'appui, au présent et au futur.

Culture et transitions sociales / Institut national des études territoriales, 2023, 32 p.

https://inet.cnfpt.fr/sites/default/files/2023-11/Web_INET_Culture_et_transition_sociale.pdf

Une transition sociale peut être définie comme une mutation progressive et profonde de la société. Or les transitions sociales sont en partie liée avec la culture et les politiques culturelles car elles s'influencent mutuellement.

Comment favoriser l'inclusion, lutter contre les discriminations et favoriser la gouvernance partagée ?

[☞ Retour sommaire](#)

Droit public/Citoyenneté/Institutions/Collectivités territoriales/Achats publics

Une conception paradoxale de la décentralisation : le modèle d'ingénierie territoriale

Actualité Juridique. Droit Administratif, 04/12/2023, n° 41/2023, p. 2203-2209

L'ingénierie territoriale s'adresse aux collectivités territoriales qui peuvent, comme l'Etat, proposer un soutien en la matière aux autres entités décentralisées. Or, avec la création de l'Agence nationale de la cohésion des territoires en 2019, l'importance de l'Etat dans l'ingénierie territoriale a été décuplée alors que dans le même temps les collectivités disent souffrir d'un manque d'accompagnement de la part de l'Etat central. Le modèle d'ingénierie territoriale met en évidence le paradoxe de collectivités territoriales qui demandent, de manière simultanée, plus de décentralisation ainsi qu'une plus forte présence de l'Etat. La décentralisation se révèle à géométrie variable et ne permet pas de donner une vision claire des relations entre l'Etat et les collectivités.

Et si l'écologie était la matrice des politiques intercommunales

WEKA le mag, 12/2023, n° 12, p. 32-41

L'ADGCF a conduit, depuis près d'un an, une démarche à la fois prospective et pragmatique basée sur une hypothèse : et si l'écologie était la matrice des politiques intercommunales, quels seraient les impacts en termes de gouvernance, d'organisation et de politiques publiques ? Le résultat ? Un film – produit par l'ADGCF, en partenariat avec Intercommunalités de France, la Banque des territoires et Weka – à découvrir lors d'une étape du « Tour de France » des treize délégations régionales de l'ADGCF avec projection et débat, en présence des chercheurs qui ont accompagné la démarche et leurs partenaires.

L'intelligence artificielle (IA) et la commande publique

Weka, 29/11/2023, 8,10 mn

<https://blog.landot-avocats.net/2023/11/29/lintelligence-artificielle-ia-et-la-commande-publique-video-3/>

Commande publique : les principales sources d'information / CEDEF

Economie.gouv.fr, 27/11/2023

<https://www.economie.gouv.fr/cedef/ressources-commande-publique>

Cette fiche présente les principaux sites internet à consulter pour connaître la réglementation et les procédures en matière de commande publique. Elle indique où sont publiés les appels d'offres des marchés publics et comment régler les litiges naissant de ces différentes actions.

Collectivités et assurances [Dossier]

Actualité Juridique. Collectivités Territoriales, 11/2023, n° 11, p. 597-614

Au sommaire :

- Négociation du contrat d'assurance par Farid Belacel
- Focus sur l'auto-assurance des collectivités territoriales par Farid Belacel
- Les réparations des émeutes urbaines par Jean-Charles Jobart
- Assurances des collectivités territoriales et commande publique par Jean-David Dreyfus
- Assurance et protection des agents et des élus agressés ou mis en cause par Luc Brunet

Loi Industrie verte, commande publique (encore plus) verte

Actualité Juridique. Collectivités Territoriales, 11/2023, n° 11, p. 592-593

Publiée le 24 octobre 2023, la loi relative à l'industrie verte impacte le droit de la commande publique mobilisé pour encourager les entreprises à avoir un comportement le plus vertueux possible sur le plan environnemental. Ainsi, outre des dispositions destinées à accélérer les implantations industrielles, à réhabiliter les friches et à financer l'industrie verte, tout un pan de la loi Industrie verte porte sur les enjeux environnementaux de la commande publique et emporte son lot de modifications du code de la commande publique. Présentation des principales dispositions.

[↩ Retour sommaire](#)

Marchés publics d'assurance : de la préparation à l'exécution [Dossier]

Contrats publics : l'Actualité de la commande et des Contrats publics, 11/2023, n° 247, p. 11-66

Face aux violences et dégradations, aux aléas climatiques touchant de nombreuses collectivités ainsi qu'aux autres risques "courants", les personnes publiques sont fréquemment amenées à passer des marchés publics d'assurance. Étant situés à l'intersection du droit des assurances et du droit de la commande publique, leur préparation, passation ainsi que leur exécution peuvent dans certains cas s'avérer délicates. Ce dossier dresse un panorama des principales difficultés auxquelles peuvent être confrontées les personnes publiques.

Concertation, confrontation, négociation : les clairs-obscurs de la relation entre le pouvoir central et les pouvoirs locaux

Revue française de finances publiques, 11/2023, n° 164, p. 155-164

En France, les relations entre le pouvoir central et les pouvoirs locaux restent marqués par une forte prééminence du premier qui, au-delà d'être politique et institutionnel, relève également de la culture nationale. Au-delà de discours souvent lénifiants, l'autonomie des pouvoirs locaux est souvent niée dans les faits, par manque de respect et de confiance, et la concertation reste de façade. Cette situation nuit, aujourd'hui encore plus qu'hier, à la bonne administration et à l'efficacité de l'action publique, et explique une partie du malaise français.

Les sources d'informations dont disposent les Assemblées parlementaires et leur influence

Revue française de finances publiques, 11/2023, n° 164, p. 93-100

Des outils permettant aux parlementaires de disposer de sources d'informations dans la procédure budgétaire, ont été posés durant les deux dernières décennies. Ils ont mis en évidence les besoins d'une expertise connexe. Mais l'exercice d'une influence réelle réside dans la mise en œuvre d'une nouvelle gouvernance.

La Cour des comptes, un lieu d'accompagnement de la décision ?

Revue française de finances publiques, 11/2023, n° 164, p. 131-144

Les rapports de la Cour des comptes accompagnent de plus en plus la décision politique, sans jamais s'y substituer. Systématiquement assortis de recommandations, obéissant à une temporalité plus proche de l'actualité politique et sociale, utilisant des supports de communication plus appropriés, les travaux de la Cour cherchent à améliorer l'information du Citoyen, qui est une obligation constitutionnelle. L'évaluation des politiques publiques, autre obligation constitutionnelle, vise à éclairer la décision du Parlement et du Gouvernement, selon une évolution observée à l'échelle mondiale.

Guide sur les aspects sociaux de la commande publique / OECF, Direction des Achats de l'Etat, Délégation Générale à l'Emploi et à la Formation Professionnelle

Ministère de l'économie, 2023, 180 p.

https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/daj/marches_publics/oecp/aspects-

Cette édition traite de différentes thématiques sociales :

- Partie 1 : Les considérations sociales dans la commande publique, leviers de l'économie sociale et solidaire ;
- Partie 2 : L'insertion des personnes éloignées de l'emploi (mise à jour du guide de 2018) ;
- Partie 3 : La promotion de l'égalité femmes – hommes (nouvelle thématique) ;
- Partie 4 : Les achats publics issus du commerce équitable (mise à jour du guide de 2012).

Le service public local vu par les Français et les agents territoriaux / Association des Administrateurs Territoriaux de France, IPSOS, 2023, 43 p.

<https://www.administrateurs-territoriaux.asso.fr/contenu/uploads/2023/11/Barome%CC%80tre-AATF>

En parallèle du Congrès des maires de France, l'association des hauts-fonctionnaires territoriaux publie son baromètre annuel, interrogeant en miroir les Français et les agents territoriaux sur leur perception de la situation actuelle des services publics locaux. Si les Français confirment leur attachement à l'action publique locale et témoignent d'une progression notable du consentement à l'impôt, corollaire probable du besoin croissant de service public, les agents publics apparaissent particulièrement inquiets.

[↩ Retour sommaire](#)

Emploi/Formation

L'engagement en formation des apprenants : perceptions et pistes d'amélioration

Inffo formation (I), 01/12/2023, n° 1065, p. 26-27

Pourquoi un apprenant n'entre pas en formation, ou ne va pas jusqu'au bout ? Trois chercheurs de l'Université Paris Nanterre ont identifié neuf facteurs qui faciliteraient, ou à l'inverse freineraient, l'engagement en formation des apprenants.

Management, transitions... les habits neufs de l'Inet

Lagazettedescommunes.com – Club RH, 01/12/2023

<https://www.lagazettedescommunes.com/900020>

Les transitions, notamment écologique, occuperont une place centrale dans le cycle de formation des pensionnaires de l'Institut national des études territoriales. Le dialogue social sera aussi en bonne place.

Digitalisation : le nouvel âge de la formation à distance [Dossier]

Inffo formation (I), 01/12/2023, n° 1065, p. 11-16

Presque quatre ans après la crise sanitaire, quel bilan d'étape peut-on dresser de la formation à distance ? Celui, d'abord, d'une formation désormais plus volontiers qualifiée d'"hybride" ou de "multimodale". Car si l'interruption brutale du présentiel due à la pandémie a amené une prise de conscience, c'est bien celle que ce type de formation ne se résumait pas à ce seul critère. Le second constat est celui d'un questionnement qui ne peut désormais plus être écarté par les organismes de formation. Le "passage à l'acte" se heurte lui encore à de nombreux freins. Mais le mouvement de transition est en marche, porté en partie par de grands projets structurants.

Finances publiques/Gestion locale

Prix de l'innovation Club finances-Afigese (1/4) - Les économies réalisées alimentent un fonds de rénovation

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 27/11/2023, n° 2692, p. 46

<https://archives.lagazettedescommunes.com/41146047/afigese-1-4-les-economies-realisees->

Albertville (Savoie) - 19 800 hab.

Albertville a été distinguée pour son fonds « intracting » qui finance des travaux de performance énergétique.

Le pouvoir financier public : un système hypercomplexe dans un monde hyperfragile / BOUVIER Michel

Revue française de finances publiques, 11/2023, n° 164, p. 3-8

On considère généralement que le pouvoir financier public est simple car concentré au niveau des institutions politiques. Il serait donc parfaitement cernable et contrôlable. Or, la démultiplication des lieux de décision qui concernent les finances publiques ne permet pas de raisonner de la sorte. Chacune des composantes qui participe de la formation du modèle financier public comprend une grande variété d'acteurs publics et privés aux objectifs, aux intérêts et aux règles le plus souvent différentes.

Le rôle de l'expertise sur la prise de décision en finances publiques, à la lumière des transformations numériques contemporaines / MICHINEAU Marine

Revue française de finances publiques, 11/2023, n° 164, p. 16-27

Les défis auxquels nous sommes collectivement confrontés - progression de la dette publique, bioéthique, écologie, pour ne citer qu'eux - invitent à porter un regard, non pas neuf mais sensibilisé, sur le rôle de l'expertise sur la prise de décision en finances publiques, à la lumière des transformations numériques contemporaines (remise en cause des médiations scientifiques traditionnelles, généralisation des réseaux conversationnels. . .).

[Retour sommaire](#)

Les questions soulevées par la simulation comme instrument d'aide à la décision budgétaire / MONNIER Jean Marie

Revue française de finances publiques, 11/2023, n° 164, p. 29-38

La simulation économique, et singulièrement la micro-simulation, représente l'un des apports récents les plus importants à l'évaluation des politiques publiques. Elle constitue de surcroît un enjeu démocratique crucial dans le débat que suscitent le budget de l'État et la conduite de la politique budgétaire dans un contexte de finances publiques contraintes. Après une présentation de cet instrument technique, l'article se concentre sur les questions soulevées par l'usage de la micro-simulation à des fins de diagnostic et d'évaluation des dispositifs adoptés dans le cadre des politiques budgétaires. Son appropriation réelle par le Parlement est alors questionnée.

Le rôle de la Direction générale des finances publiques dans l'élaboration de la loi fiscale / MAGNANT Antoine

Revue française de finances publiques, 11/2023, n° 164, p. 39-44

La mission de la Direction générale des finances publiques (DGFIP) proprement dite (soit sans tenir compte de la Direction de la législation fiscale, DLF) en matière fiscale est en tout premier une mission de mise en œuvre de la loi. Son intervention dans le processus d'élaboration de la loi fiscale est donc contingente, mais pas nul pour autant, dans le domaine de la fiscalité proprement dit. Il est plus marqué dans des domaines voisins.

Le poids des lobbies en finances publiques / CAMBY Jean-Pierre

Revue française de finances publiques, 11/2023, n° 164, p. 57-66

Les lobbies sont indispensables à la prise de décision publique, en matière fiscale et plus généralement à l'occasion des lois de finances. Mais leur action ne saurait se confondre avec celle du décideur, qui reste le Gouvernement et le Parlement ensemble, et doit à cet effet être encadrée sans tomber dans l'excès.

L'influence des avis du Conseil d'État dans le domaine des finances publiques / JOSSE Philippe

Revue française de finances publiques, 11/2023, n° 164, p. 66-75

Le Conseil d'État a un triple rôle : un rôle consultatif, un rôle de réflexion et de proposition, et enfin un rôle juridictionnel.

De par son rôle consultatif, il rend des avis ; c'est sur ce point que l'auteur intervient dans cet article pour préciser la nature de ces avis, quelle spécificité la matière financière est susceptible de leur conférer et quelle est, ainsi, leur influence dans ce domaine.

Quel rôle du Conseil constitutionnel ? / SUTTER Gérard

Revue française de finances publiques, 11/2023, n° 164, p. 77-92

De prime abord, l'influence exercée par le Conseil constitutionnel sur le pouvoir financier public apparaît incertaine : s'il a ponctuellement joué un rôle décisif à plusieurs reprises ces dernières années, le juge constitutionnel rencontre aussi des limites. Toutefois, son influence se révèle finalement indéniable, dans la mesure où c'est bien le Conseil constitutionnel qui, il y a un peu plus de dix ans, a tracé les grandes lignes du système financier public contemporain.

Budget local et participation citoyenne [Dossier]

Revue du gestionnaire public, 10/2023, n° 4, p. 12-40

Au sommaire :

- Les préférences des managers publics en matière de participation citoyenne dans le processus budgétaire, par Sébastien Dony et Léonard Gourbier
- Les budgets participatifs locaux : un outil de participation citoyenne qui tend à se standardiser par Eric Portal
- Vers une évolution du dispositif des budgets participatifs à Poitiers, par Emmanuelle Redien
- L'évaluation pour contribuer à construire des politiques publiques avec les citoyens dans le cadre des budgets participatifs, par Bruno Dorig et Carolina Benito

[↩ Retour sommaire](#)

Le budget sensible au genre : entre objet juridique balbutiant et pratique affermie / GOURBIER Leonard, MOYSAN Emilie

Gestion & finances publiques : la revue, 09/2023, n° 5-2023, p. 48-54

<https://www.cairn.info/revue-gestion-et-finances-publiques-2023-5-page-48.htm>

Le budget genré ou budget sensible au genre, qui consiste à mettre en place une budgétisation analytique des conséquences directes et indirectes des dépenses et recettes publiques sur les situations des femmes et des hommes, occupe une place relativement croissante en droit financier public français. Cette pratique diversifiée, dont il est possible d'établir une typologie permettant d'éclairer en particulier la pratique de plusieurs collectivités territoriales françaises, mériterait toutefois d'être mieux encadrée pour voir son utilité renforcée.

La persistance des subventions dans les relations « État-collectivités territoriales » / HOUSER Matthieu

Gestion & finances publiques : la revue, 09/2023, n° 5-2023, p. 60-69

<https://www.cairn.info/revue-gestion-et-finances-publiques-2023-5-page-60.htm>

Depuis 2010, les subventions marquent leur retour dans les relations financières entre l'État et les collectivités territoriales. Cette évolution n'est pas anecdotique, elle s'inscrit dans un mouvement de recentralisation financière marqué par le rétrécissement du pouvoir fiscal, l'encadrement des dépenses ou encore le gel des dotations. Plusieurs dispositifs ont été créés avec des règles différentes mais progressivement un cadre commun avec en première ligne le préfet dans l'octroi des subventions.

Baromètre de la santé financière des petites villes de demain : 3e édition 2019-2022 / Agence Nationale de la Cohésion des Territoires, Agence France Locale, Association des Petites Villes de France, 2023, 15 p.

<https://agence-cohesion-territoires.gouv.fr/sites/default/files/2023-11>

Ce rapport propose une analyse détaillée par niveau de centralité et strate de population des Petites villes de demain (PVD) en comparaison du reste des communes de France. Il nous donne ainsi de nombreux enseignements sur les finances locales des PVD dans le contexte inflationniste de l'année 2022.

La certification des comptes : un gain pour les collectivités locales

AFIGESE, 2023, 8 p.

<https://afigese.fr/wp-content/uploads/2023/11/Position-bilan-certification-comptes-Afigese>

A la suite de la publication du rapport de la Cour des comptes sur le bilan final de la certification des comptes locaux, le groupe de travail « Qualité des comptes et certification » de l'AFIGESE produit un memorandum expliquant son positionnement en faveur de la généralisation de la certification. En effet, bien qu'il fasse un bilan globalement positif et qu'il mette en avant les atouts de la démarche, le rapport ne propose pas la généralisation et ne prend pas en compte l'aspect progressif de la démarche.

Résolument partisans de la transparence des comptes, l'AFIGESE estime que cette certification est un outil indispensable et fait des propositions.

Fonction publique/Statut

Les règles disciplinaires applicables aux territoriaux (10 questions)

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 04/12/2023, n° 2693, p. 32-33

<https://archives.lagazettedescommunes.com/41162448/les-regles-disciplinaires-applicables-aux>

- Une seule sanction

Pour les mêmes faits, un agent peut faire l'objet d'une seule sanction disciplinaire, mais il peut également être sanctionné pénalement.

- Délai

Aucune procédure disciplinaire ne peut être engagée au-delà d'un délai de trois ans à compter du jour où l'administration a eu une connaissance effective des faits passibles de sanction.

- Suspension

La suspension d'un agent auteur d'une faute grave est une mesure conservatoire destinée à tenir l'agent éloigné du service, mais pas, en elle-même, une sanction disciplinaire.

[↩ Retour sommaire](#)

Les adjoints techniques des établissements d'enseignement : dix questions

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 27/11/2023, n° 2692, p. 30-31

<https://archives.lagazettedescommunes.com/41145987/les-adjoints-techniques-des-etablissements->

Le cadre d'emplois des agents techniques des établissements d'enseignement (ATT) a été créé pour accueillir les agents techniciens, ouvriers et de service (TOS) transférés au titre de la loi du 13 août 2004.

Le(s) CDI des travailleurs publics et privés [Dossier]

Actualité Juridique. Fonctions Publiques, 11/2023, n° 11, p. 533-555

Au sommaire :

- Une histoire des CDI de droits public et privé : des parallèles qui se rejoignent par Florence Debord
- CDI de droit public et CDI de droit privé : l'un monte, l'autre descend ? par Clément Benelbaz et Mathieu Touzeil-Divina
- CDI et maintien de la relation d'emploi par Hélène Nasom-Tissandier et Morgan Sweeney
- Le CDI dans la fonction publique territoriale : l'usage anecdotique d'un outil schizophrénique par Violaine Remy et Pascal Touhari
- Le CDI dans la fonction publique hospitalière : sauveur ou fossoyeur ? par Vincent Vioujas

Information/Communication/TIC

L'offre de formation à l'IA générative reste à inventer

Info formation (I'), 01/12/2023, n° 1065, p. 28-29

La spectaculaire courbe d'adoption de l'IA générative met les entreprises sous pression. Les programmes de sensibilisation à cette technologie se multiplient. Restera à trouver des modalités de formation innovantes pour intégrer ces outils dans les pratiques professionnelles des différents métiers.

Management/Ressources humaines

Afigese (2/4) - Une journée ludique et de réflexion favorise la cohésion

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 04/12/2023, n° 2693, p. 48

<https://archives.lagazettedescommunes.com/41162481/afigese-2-4-une-journee-ludique-et->

Lot 177 700 hab.

Les agents ont participé à une activité conviviale et planché sur leur travail. Objectifs : créer du lien et préparer l'avenir.

Pratiques professionnelles : La responsabilité financière questionne la chaîne managériale

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 04/12/2023, n° 2693, p. 26-27

<https://www.lagazettedescommunes.com/899711/la-responsabilite-financiere-questionne-la-chaine->

La réforme de la responsabilité financière place en première ligne les managers. Pour autant, on ne peut pas parler d'une mise en ordre de marche des collectivités pour accompagner les changements annoncés. C'est une occasion à saisir pour consolider les processus de décisions.

Facilitation organisationnelle : l'apprenance / CRISTOL Denis, 01/12/2023, 1:30 mn

<https://4cristol.over-blog.com/2023/11/episode-1/6-facilitation-organisationnelle->

La facilitation organisationnelle vise à accompagner l'émergence d'équipe, d'organisation ou de territoire apprenant. Le cœur du moteur en est l'apprenance. Aujourd'hui les individus rejoignent une entreprise pour le salaire pour la notoriété de l'organisation mais repartent quand ils ne sont plus en phase avec leur chef ou qu'ils n'apprennent plus rien. L'un des moteurs les plus puissants pour créer une dynamique qui perdure est de rester au contact avec le flow vivant de l'apprenance. Quand j'apprends je prends plaisir dans mon travail.

[↩ Retour sommaire](#)

Et si la QVT (re)posait la question ?

WEKA le mag, 12/2023, n° 12, p. 24-30

Des obstacles se trouvent encore sur le chemin menant vers une véritable parité professionnelle au sein de la fonction publique territoriale. Il est essentiel de réfléchir à cette question en terme de qualité de vie au travail. Pourquoi ? Parce qu'elle embrasse plusieurs aspects, tels que la formation, la gestion des compétences, l'organisation du travail, et le management. Elle offre ainsi un cadre pour repenser la question de l'égalité professionnelle. Le point de vue de nos experts.

Intelligence émotionnelle : quelle est son utilité en entreprise ?

Mag des compétences, 30/11/2023

<https://www.comundi.fr/mag-des-competences/intelligence-emotionnelle-quelle-est-son-utilite->

Permettant de communiquer et de collaborer avec plus d'efficacité, l'intelligence émotionnelle est à la base de toutes relations stables au travail. Une étude menée dans 200 entreprises par Daniel Coleman, psychologue américain de renom, a révélé que 60 % de la performance des employés résultent de leurs compétences émotionnelles. De nos jours, il est admis que le quotient émotionnel a son importance dans le monde professionnel.

Dans le bilan de compétences, rien n'est écrit d'avance

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 27/11/2023, n° 2692, p. 24-26

<https://www.lagazettedescommunes.com/898469/et-si-vous-osiez-le-bilan-de-competences/>

Le bilan de compétences permet aux agents de faire le point sur leur savoir-faire et leurs aspirations professionnelles. Ce dispositif constitue aussi un outil utile aux services des ressources humaines.

Guide pratique relatif à la prise en charge par les employeurs publics des violences conjugales et intrafamiliales

Fonction-publique.gouv.fr, 24/11/2023

<https://www.fonction-publique.gouv.fr/toutes-les-publications/guide-pratique-relatif-la-prise-en-charge->

À l'occasion du 25 novembre 2023, journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, la Direction générale de l'administration et de la fonction publique diffuse un guide pratique relatif à la prise en charge par les employeurs publics des violences conjugales et intrafamiliales : « Violences conjugales et intrafamiliales. Comprendre, alerter, accompagner »

<https://mentor.gouv.fr/local/catalog/pages/training.php?trainingid=144>

Quels défis actuels et futurs pour les dirigeants RH des collectivités ?

KPMG, 11/2023, 28 p

<https://kpmg.com/fr/fr/home/insights/2023/11/defis-priorites-rh-collectivites.html>

Recul de l'âge de départ à la retraite, nouvelles organisations du travail, difficultés d'attractivité de la fonction publique, attentes des nouvelles générations, pratiques évolutives et nouveaux besoins des agents au travail, acquisition de nouvelles compétences pour accompagner les transformations numériques et environnementales. . .

C'est dans ce contexte que 60 dirigeants RH de collectivités nous ont exposé leur vision des tendances RH de ces dernières années et celles qui tracent de nouvelles perspectives.

<https://www.lagazettedescommunes.com/899974>

Intelligence artificielle - Les services de ressources humaines se préparent

Zepros Territorial, 11/2023, n° 38, p. 43

<https://territorial.zepros.fr/journaux/territorial/numeros/territorial-38>

Le 6 juillet 2023, à Nantes, une journée d'étude de l'Association des DRH des grandes collectivités (ADRHCGT) avait pour thème "RH et technologie, entre risques et opportunités". Le même jour, à Paris, l'association Les Interconnectés lançait un observatoire de l'intelligence artificielle avec un axe sur la transformation des métiers de la fonction publique territoriale. . .

[↩ Retour sommaire](#)



Un hackathon pour actualiser les procédures RH / LEBLONG-MASCLET Gwenaël

Actualité Juridique. Fonctions Publiques, 11/2023, n° 11, p. 556-557

Actualiser ses procédures en une journée, qui n'en a pas rêvé ? Grenoble Alpes Métropole l'a fait ! En s'appuyant sur la technique du hackathon, la direction des ressources humaines a réalisé l'exploit d'actualiser une trentaine de procédures en une seule journée. De la présentation aux usagers jusqu'à la validation par la direction générale. Retour sur une expérience étonnante, et pourtant totalement transposable. Une initiative par ailleurs primée aux prix Territoria 2022.

Hiérarchie et management de projet : comme chien et chat ? / RANDRIAMANANTENA Nils

Actualité Juridique. Fonctions Publiques, 11/2023, n° 11, p. 532

Pourquoi le management de projet a-t-il du mal à faire sa place dans les administrations ? Point de vue d'un encadrant.

Outre-Mer

L'Assemblée nationale crée une commission d'enquête sur la gestion des "risques naturels majeurs" en Outre-mer

Francetvinfo.fr, 30/11/2023

<https://la1ere.francetvinfo.fr/l-assemblee-nationale-cree-une-commission-d-enquete-sur-la-gestion>

"Tempêtes, cyclones, ouragans, séismes, montée des eaux" : l'Assemblée nationale a voté ce jeudi la création d'une commission d'enquête parlementaire sur la gestion des "risques naturels majeurs" en Outre-mer, une initiative du groupe La France insoumise critiquée par une partie du camp présidentiel.

À Mayotte, la pollution des bouteilles plastiques crée de nouveaux défis

Francetvinfo.fr, 28/11/2023

<https://la1ere.francetvinfo.fr/a-mayotte-la-pollution-des-bouteilles-plastiques-cree-de-nouveaux-defis->

À Mayotte, confrontée à une sévère sécheresse, le gouvernement a élargi la semaine dernière la distribution des bouteilles d'eau gratuites à toute la population. Mais sur l'île de l'océan Indien qui croule déjà sous les déchets, cette nouvelle pollution inquiète.

À Mayotte, l'eau ne coule presque plus

TheConversation.com, 27/11/2023

<https://theconversation.com/a-mayotte-leau-ne-coule-presque-plus->

Depuis plus de deux mois, le département de Mayotte fait face à une pénurie d'eau sans précédent. Les conséquences pour la population sont extrêmement lourdes (restrictions dans les usages de l'eau, fermeture des écoles, non-potabilité de l'eau) – les habitants n'ont accès à l'eau potable que 16 heures tous les trois jours – et révèlent une nouvelle fois les inégalités d'accès aux services publics dont est victime ce territoire français de l'océan Indien.

L'État promet un rattrapage de l'offre médico-sociale à La Réunion

Média social (Le), 22/11/2023

Une convention a été signée entre l'État et le département de La Réunion pour donner des moyens nouveaux à cette île de l'océan Indien qui connaît un important retard en matière d'équipements et de services en faveur des personnes handicapées. Un élu municipal en situation de handicap témoigne de ses difficultés.

Avec son "manifeste pour les Outre-mer", l'Unccas enjoint à l'État d'agir

Média social (Le), 21/11/2023

Dans la foulée des rencontres des solidarités des Outre-mer, l'Union nationale des centres communaux d'action sociale (Unccas) a présenté, lors du Salon des maires, un "manifeste pour l'Outre-mer" appelant à une mobilisation nationale et à un vaste plan d'investissement et de développement social.

<https://www.unccas.org/legalite-sociale-maintenant-nos-propositions-pour-les-outre-mer>

[↩ Retour sommaire](#)



Le monde de demain s'invente dans les territoires ultramarins : initiatives et projets innovants, créatifs et disruptifs

Urbanisme, 11/2023, n° Numéro spécial 4, 70 p.

Ce numéro spécial présente un panorama synthétique des contextes locaux, mais surtout une sélection d'initiatives à l'oeuvre en outre-mer en faveur d'un développement économique des transitions ou bifurcations : économie circulaire, alimentation, énergie, logement, mobilité, digital, santé, tourisme. . . L'ensemble témoigne que, de toute évidence, le monde de demain s'invente bien dans les territoires ultramarins.

Mayotte, la construction comme issue de secours

Urbanisme, 11/2023, n° 434, p. 54-56

Dans ce département français de l'océan Indien, plus de la moitié de la population vit en bidonville et les nombreux freins à la construction de logements s'accumulent. Face au manque de ressources, l'innovation apparaît comme la seule planche de salut.

À La Réunion, des Sri Lankais victimes des déficiences de la politique migratoire

TheConversation.com, 11/2023

<https://theconversation.com/a-la-reunion-des-sri-lankais-victimes-des-deficiences-de-la-politique->

Depuis quelques années, l'île de la Réunion voit un afflux de migrants originaires de Sri Lanka, mais les procédures inédites mises en place à leur arrivée interrogent le cadre légal français.

Grandir dans les Outre-mer - Etat des lieux des droits de l'enfant

Unicef, 11/2023

La France et ses territoires ultra-marins constituent un vaste ensemble avec des réalités géographiques et culturelles variées. Dans ces 12 territoires, les enfants ont un quotidien bien différent de ceux qui vivent dans l'Hexagone.

Les inégalités sont saillantes. Les enfants des Outre-mer n'ont en effet pas les mêmes accès à la santé, à l'éducation ou au logement. Leurs droits qui devraient être garantis au même titre que ceux des enfants de l'Hexagone ne sont pas respectés.

A travers son rapport « Grandir dans les Outre-mer : état des lieux des droits des enfants », l'UNICEF France consacre ce 20 novembre, Journée mondiale de l'enfance, à la situation des enfants dans les territoires ultra-marins. L'objectif ? Avoir une meilleure visibilité de leur situation pour élaborer des politiques publiques adaptées à leurs besoins et surtout, qui garantissent le respect de leurs droits fondamentaux.

<https://www.unicef.fr/article/grandir-dans-les-outre-mer-lenvers-de-la-carte-postale/>

Biodéchets : à la Réunion, difficile valorisation

TSM : techniques, sciences, méthodes, 2023, n° 11, p. 3-5

Enfouie au lieu d'être valorisée, la majorité des déchets alimentaires de l'île qui sont collectés par le service public sera bientôt triée mécaniquement par deux plateformes multifilières. L'une est en place, l'autre subit un aléa sévère.

Sciences Humaines/Société

Comment raisonne notre cerveau

Sciences humaines, 12/2023, n° 364, p. 23-28

Pour le psychologue et neuroscientifique Olivier Houdé, il existe trois systèmes de pensée dans le cerveau : l'intuition, la logique et la capacité d'inhibition. Cette dernière est essentielle pour éviter les pièges cognitifs. Bonne nouvelle : il existe des leviers pour la développer, dès l'enfance.

[↩ Retour sommaire](#)

Réseaux écologiques dans les territoires : Faire alliance ! [Dossier]

Dard/Dard, 11/2023, n° 9, 162 p.

<https://www.cairn.info/revue-dard-dard-2023-2.htm>

Au sommaire :

- Trois voix pour une alliance en vue d'une vraie transformation : Entretien croisé J.François Caron, Elise Naccarato, Bastien Sibille
- Zader, du municipalisme au biorégionalisme par Thierry Paquot
- Pour une société de la subsistance par Geneviève Azam
- Comment construire et faire vivre des alliances ? par Anne-Louise Nègre
- Les réseaux des agents de la fonction publique : Un engagement parallèle pour agir plus librement par Sylvain Rotillon
- Le pacte pour la transition : un réseau de citoyens et d'élus qui revigore la démocratie ! par Maxime Verdin
- Les locaux : le couteau suisse qui réinvente les outils de la démocratie local par Vincent Piveteau
- Le réseau atécopol : la recherche descend dans l'arène par Eric Fourreau
- Réseaux culturels alternatifs : de la co-construction au positionnement politique par Valérie de Saint-Do

Sécurité civile et publique

Le logiciel de vidéosurveillance utilisé par la police de Roubaix jugé légal, soulève des inquiétudes

Francetvinfo.fr, 04/12/2023

<https://france3-regions.francetvinfo.fr/hauts-de-france/nord-0/roubaix/le-logiciel-de-videosurveillance->

Le tribunal administratif de Lille, saisi par plusieurs associations, autorise l'utilisation de cet outil de vidéosurveillance algorithmique tant que sa fonction de reconnaissance faciale, qui suscite la polémique, n'est pas activée. Mais des craintes demeurent sur l'atteinte aux libertés individuelles.

Violences urbaines : les clés d'une communication maîtrisée

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 04/12/2023, n° 2693, p. 42-44

<https://archives.lagazettedescommunes.com/41162467/violences-urbaines-les-cles-d-une->
POURQUOI ?

Face à des saccages, des émeutes ou des débordements, tels que ceux survenus cette année, la communication devient un enjeu majeur.

POUR QUI ?

Les citoyens ont besoin de repères. Les acteurs de la communication contribuent à diffuser des messages apaisants et à donner des clés de lecture.

COMMENT ?

Il est essentiel, pour les collectivités, de diffuser une information vérifiée, ciblée et claire, et de mobiliser les bons acteurs ainsi que les bons outils.

Catastrophes naturelles : un décret avance au 1er novembre 2023 la prise en charge des relogements, 30/11/2023

<https://www.actu-environnement.com/ae/news/nouveau-decret-prise-en-charge-novembre-2023->

Publiés le 26 novembre au Journal officiel, un décret et un arrêté modifient la date d'entrée en vigueur de la prise en charge des frais de relogement d'urgence par le régime d'indemnisation des catastrophes naturelles (CatNat). Ils modifient les précédents textes du 30 décembre 2022.

Egalité femmes-hommes : Le leadership des encadrantes encouragé chez les pompiers

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 27/11/2023, n° 2692, p. 28

<https://www.lagazettedescommunes.com/898833/le-leadership-des-encadrantes-encourage-chez->

Sdis des Bouches-du-Rhône 1 820 agents, 6 000 SP volontaires, 2,04 millions d'hab.

Travail en situation de stress, confiance en soi, relation aux autres ont été abordés lors d'une formation étalée sur six mois.

[☞ Retour sommaire](#)

« Réinventons les relations police-population »

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 27/11/2023, n° 2692, p. 22-23
<https://archives.lagazettedescommunes.com/41145961/-reinventons-les-relations-police-population->
Entretien avec Sebastian Roché, sociologue

Les maires et la prostitution / GATE Juliette

Actualité Juridique. Collectivités Territoriales, 11/2023, n° 11, p. 619-622

Depuis sept ans maintenant, la France a choisi d'opter pour un système abolitionniste de la prostitution. Cette volonté politique forte suppose un changement de paradigme radical dans la manière d'agir des maires qui semblent pourtant peiner à abandonner la logique réglementariste qui fut la leur pendant des décennies. Une telle attitude contribue à continuer de punir les personnes prostituées alors que le nouveau texte veut conduire les maires à les repérer, les informer et les accompagner sur un autre chemin, sans conteste exigeant.

Présents pour les élus : guide de la sécurité pour les maires / Gendarmerie Nationale, Agence Nationale de la Cohésion des Territoires, 11/2023, 84 p.

https://agence-cohesion-territoires.gouv.fr/sites/default/files/2023-11/ANCT_

Élaboré par la gendarmerie nationale avec le concours de l'ANCT, ce guide très complet de 84 pages a été conçu sous la forme d'un abécédaire, de l'abandon d'épave aux zones à faible émission, afin que les élus puissent y trouver le plus rapidement possible les réponses aux problématiques de sécurité qu'ils rencontrent sur le terrain.

<https://www.gendarmerie.interieur.gouv.fr/gendinfo/actualites/2023/presentation-officielle-du->

Services techniques et transitions écologiques

Développement durable : Les tontes de pelouses bannies des déchetteries

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 04/12/2023, n° 2693, p. 48

<https://archives.lagazettedescommunes.com/41162476/les-tontes-de-pelouse-bannies->

Rennes métropole (Ille-et-Vilaine) 43 communes 457 400 hab.

En janvier, les tontes de pelouse ne seront plus acceptées en déchetterie. La mesure nécessite un travail de pédagogie.

Transition écologique "Il faut d'abord travailler à la mobilisation collective"

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 04/12/2023, n° 2693, p. 24-25

<https://www.lagazettedescommunes.com/900026/crise-climatique-il-faut-dabord-travailler->

Entretien avec François William Croteau, maire d'arrondissement à Montréal de 2009 à 2021, docteur en gouvernance urbaine.

Climat et collectivités : des milliards à trouver

Alternatives économiques, 12/2023, n° 441, p. 66

Les collectivités locales sont priées d'investir massivement dans la mise en œuvre des objectifs climat fixés au niveau national. Une étude lève le voile sur la question taboue du financement.

<https://www.i4ce.org/publication/collectivites-locales-comment-financer-lacceleration->

Bilan après expérience inspirante de la Métropole de Montpellier / LUGLIENGO Cynthia

CNFPT, 28/11/2023, 14mn

<https://radio.cnfpt.fr/broadcast/8866-Trame-noire-2-3-%E2%80%93-Bilan->

Je vous retrouve aujourd'hui pour parler à nouveau d'éclairage public et de pollution lumineuse. Éteindre la lumière en fin de soirée et mettre en place des LED est une pratique désormais développée dans de nombreux territoires. Mais pour protéger et restaurer la flore et la faune nocturne, cela ne suffit pas pour nous l'expliquer. J'ai le plaisir de recevoir Bruno Paternaud, qui travaille avec les équipes de la métropole de Montpellier à la mise en place d'un éclairage public conciliant respect de la biodiversité et activités humaines.

[↩ Retour sommaire](#)

Environnement : Défense de prendre des décisions nuisibles aux générations futures

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 27/11/2023, n° 2692, p. 47

<https://archives.lagazettedescommunes.com/41146051/defense-de-prendre-des-decisions-nuisibles->

Le Conseil constitutionnel a jugé que le législateur doit veiller, en matière d'environnement, à ce que la capacité des générations à venir à satisfaire leurs besoins ne soit pas compromise par les choix actuels.

La protection des alignements d'arbres bordant les voies

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 27/11/2023, n° 2692, p. 50-51

<https://archives.lagazettedescommunes.com/41146078/la-protection-des-alignements-d-arbres>

Un régime de protection des allées et des alignements d'arbres bordant les voies ouvertes à la circulation prévoit une contravention de 5 classe forfaitisée. Des procédures de déclaration et d'autorisation préalables permettent de déroger à la protection, dont les modalités sont fixées par le décret n° 2023-384 du 19 mai 2023.

Biodiversité : Au nom du vert

Libération, 23/11/2023, n° Supplément Environnement, 12 p.

Urbanisme, gestion des espaces naturels, agriculture, alimentation. . . les collectivités et leurs élus disposent de nombreux leviers pour préserver l'environnement. Tour d'horizon.



Le jeu sérieux SIM-MANA, un outil innovant valorisant les solutions fondées sur la nature (SFN) pour mieux se protéger des inondations

Inrae.fr, 21/11/2023

<https://www.inrae.fr/actualites/jeu-serieux-sim-mana-outil-innovant-valorisant-solutions->

COMMUNIQUÉ DE PRESSE - 46 % des communes, soit l'équivalent de 17 millions d'habitants, sont aujourd'hui exposées au risque inondation. Dans un contexte de dérèglement climatique, les inondations causent des pertes considérables chaque année en France. Alors qu'elles ont déjà généré plus de 30 milliards d'euros de dommages économiques pour les assureurs en 30 ans*, la Fondation MAIF et INRAE publient les résultats d'une recherche scientifique inédite réalisée dans le cadre d'un programme de recherche commun, MANA, dédié à la prévention des risques naturels. Ils ont mis au point un jeu sérieux de co-construction reposant sur les solutions fondées sur la nature (SFN) pour mieux se protéger des inondations, à destination de tous les acteurs des territoires.

De la résilience urbaine à l'ingénierie de la résilience systémique

Urbanisme, 11/2023, n° 434, p. 34-35

L'analyse des résiliences urbaine et climatique permet de mieux comprendre la nécessité pour les villes d'évaluer leur situation de vulnérabilité face aux changements climatiques et de mettre en oeuvre des plans d'action pour anticiper les risques à venir.

Les catastrophes lentes appellent moins de réactions que les catastrophes rapides

Urbanisme, 11/2023, n° 434, p. 30-33

Alors que les catastrophes "rapides", car soudaines et brutales, sont généralement suivies d'effets immédiats avec des moyens conséquents déployés pour résoudre la crise, les catastrophes "lentes" sont beaucoup plus complexes à appréhender et à réparer. En effet, plusieurs villes ont réussi leur régénération urbaine après une longue période de déclin, une guerre ou un attentat, alors que le réchauffement climatique est subi sans réactions fortes à la hauteur du sujet.

[🔗 Retour sommaire](#)

Social/Santé

Aide médicale de l'État : un dispositif sanitaire "utile" à améliorer

Vie-publique.fr, 05/12/2023

<https://www.vie-publique.fr/en-bref/292125-aide-medicale-de-letat-un-dispositif-sanitaire-utile->

Dans le cadre des discussions parlementaires sur le projet de loi sur l'immigration, le rapport sur l'aide médicale de l'État (AME) a été remis le 4 décembre 2023. L'AME permet aux étrangers en situation irrégulière de bénéficier d'une prise en charge à 100% des soins médicaux. Fin 2023, ce dispositif concerne environ 466 000 bénéficiaires. Le rapport souligne le caractère "globalement maîtrisé" de l'AME. Selon la Direction de la sécurité sociale (DSS), le coût de l'AME était de 968 millions d'euros en 2022 (540 millions d'euros en 2009).

Au sommaire :

- Un nombre de bénéficiaires en augmentation
- Un dispositif à adapter

Habitat : La gestion des attributions de logements sociaux évolue et divise

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 04/12/2023, n° 2693, p. 46-47

<https://archives.lagazettedescommunes.com/41162472/la-gestion-des-attributions-de-logements-POURQUOI ?>

La gestion en flux des droits de réservation des logements sociaux, qui devrait fluidifier les attributions, était à mettre en œuvre pour le 24 novembre.

POUR QUI ?

Chaque réservataire de logements - Etat, collectivité. . . - signe une convention avec chaque bailleur social du territoire. Y sont précisés les droits de réservation.

COMMENT ?

Dans le cadre de la gestion en flux, le réservataire choisira encore des logements, mais ceux-ci reviendront dans le giron de l'organisme HLM après leur première location.

Logement et gens du voyage / BARBIER Juliette

Actualité Juridique. Droit Administratif, 04/12/2023, n° 41/2023, p. 2210-2214

Dans la lutte contre le mal-logement, la situation des gens du voyage est insuffisamment prise en compte par les pouvoirs publics. Le choix de conserver leur habitat traditionnel n'étant pas accepté, ils sont exposés à des conditions de vie allant à l'encontre des impératifs de décence, voire de dignité. En effet, la caravane n'étant pas juridiquement considérée comme un logement, elle ne bénéficie pas du même régime que les maisons individuelles et autres appartements.

Livre Blanc du travail social / Haut Conseil du Travail Social

Gouvernement, 12/2023, 314 p.

<https://solidarites.gouv.fr/sites/solidarite/files/2023-12/Livre-blanc-du-travail-social-2023.pdf>

Le Livre blanc (2023) s'inscrit dans la continuité de travaux précédents, des États généraux du travail social en 2013 jusqu'au Livre vert 2022. Il contribue à l'évolution du diagnostic général sur le travail social, avec des apports inédits, sur la question du genre notamment, en s'appuyant sur un matériau très riche puisé dans les Entretiens du Livre blanc, des travaux de groupes nationaux du Haut Conseil du travail social (HCTS), de la commission éthique et déontologie du travail social (CEDTS), des comités locaux du travail social et du développement social, avec le concours des contributions d'organisations membres du HCTS.

La Suède n'arrive plus à endiguer la pauvreté

Alternatives économiques, 12/2023, n° 441, p. 46-49

Le modèle social suédois bat de l'aile. Les réformes structurelles menées depuis trente ans ont fait exploser les inégalités, touchant en particulier les étrangers.

Pour un droit à l'alimentation durable, ils jouent la carte vitale

Alternatives économiques, 12/2023, n° 441, p. 94-96

Les expérimentations de nouvelles formes de solidarité alimentaire se multiplient à l'échelle locale. Leur projet vise à créer une sécurité sociale de l'alimentation.

[↩ Retour sommaire](#)

Immigration : contre les fantasmes, les chiffres

Alternatives économiques, 12/2023, n° 441, p. 39-41

<https://www.alternatives-economiques.fr/neuf-graphiques-contrer-fantasmes->

Après avoir été durci par le Sénat, le projet de loi immigration sera examiné par l'Assemblée nationale à partir du 11 décembre. Cinq graphiques pour démêler le vrai du faux dans les discours sur la question migratoire.

Contre l'illettrisme, renforcer l'accompagnement, c'est le b.a-ba

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 27/11/2023, n° 2692, p. 38-40

<https://archives.lagazettedescommunes.com/41146028/contre-l-illettrisme-renforcer>

Les difficultés de lecture, d'écriture ou de calcul demeurent un frein à l'autonomie, à l'inclusion sociale et à l'accès aux droits. Après des actions de repérage, l'offre de parcours pour acquérir de nouveau des compétences de base doit se coupler à un solide accompagnement.



Une allocation « eau » versée aux ménages les plus démunis

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 27/11/2023, n° 2692, p. 41

<https://archives.lagazettedescommunes.com/41146032/une-allocation-eau-versee-aux-menages->

La communauté de communes Creusot-Montceau (Saône-et-Loire) cible les personnes précaires pour le droit à une allocation prévue pour compenser la hausse de la facture liée aux travaux sur l'assainissement.

Replay Journée d'actualité - La politique du logement d'abord : rétrospective et perspectives - 23 novembre 2023

CNFPT, 23/11/2023

Replay en 2 parties - Journée issue de la série 'De la rue au logement'

Le service public de la rue au logement mis en place à partir du 1er janvier 2021 propose un cadre d'action pour apporter des réponses efficaces dans la lutte contre le sans-abrisme. Les collectivités sont nombreuses à y concourir et s'engagent dans la politique du logement d'abord à travers les dispositifs de coordination territoriale mais également d'accompagnement dans l'accès et le maintien dans le logement.

Le plan logement d'abord 2018-2022 a pris fin. Un nouveau plan 2023-2027 doit être annoncé et devra répondre aux ambitions de l'accès au logement pour toutes et tous.

A la frontière des politiques de l'habitat et de l'inclusion sociale, entre compétence d'Etat et compétences décentralisées, les parcours de la rue au logement sont aujourd'hui inscrits dans le cadre de la politique du logement d'abord. Il est nécessaire d'y revenir pour éclairer les concepts, les dispositifs à l'œuvre, à travers les acteurs majeurs de cette politique et des retours d'expériences des collectivités engagées.

<https://cnfpt-formation.adobeconnect.com/pa41onuup46t/>

<https://cnfpt-formation.adobeconnect.com/pnv1qpm5e3o2/>

<https://padlet.com/berangereguillet/de-la-rue-au-logement-jz5o1e8nwzby5bbt>

Réduire l'exposition aux perturbateurs endocriniens. Quels enjeux sanitaires ? Quels leviers pour les collectivités locales en France ? » - Colloque, 22 novembre 2023 / Réseau des Documentalistes

CNFPT, 22/11/2023

<https://padlet.com/berangereguillet/r-duire-l-exposition-aux-perturbateurs-endocriniens->

Padlet de ressources documentaires réalisées à l'occasion du colloque.

« Plus de 30 ans après les premières alertes sur les perturbateurs endocriniens, la Commission Européenne a récemment annoncé l'interdiction prévue pour 2030 en Europe de la plupart de ces substances. La France demeure une pionnière sur cet enjeu majeur pour la santé publique grâce à sa stratégie nationale et à la mobilisation des collectivités locales. De nombreuses initiatives ont été prises au niveau local ces dernières années.

Le premier objectif de ce colloque est de sensibiliser un maximum d'agents et d'élus des collectivités aux leviers d'action concrets à travers des ateliers thématiques. Une synthèse technique et politique des échanges sera réalisée pour partager ces expériences au niveau européen. Le second objectif est de proposer une stratégie fédératrice de prévention visant à démontrer que la réduction de l'exposition aux perturbateurs endocriniens des populations vulnérables peut contribuer à réduire à court terme les risques sanitaires, en priorité ceux liés à des maladies infantiles, à la prématurité et à la mortalité infantile. »

[Retour sommaire](#)

Nicolas Duvoux - En sociologie, le "ressenti" aide à identifier les inégalités les plus dures

Monde (le), 21/11/2023, p. 33

<https://www.lemonde.fr/idees/article/2023/11/20/en-sociologie-la-prise-en-compte-du-ressenti-peut->

Le sociologue estime, dans une tribune au « Monde », que sa discipline doit s'inspirer des études s'intéressant aux perceptions des populations afin d'affiner le taux de pauvreté au moment où l'inflation fragilise les plus modestes.

Protection de l'enfance : Élisabeth Borne dévoile un arsenal de mesures... en attendant la "mobilisation État-départements"

Localtis.info, 20/11/2023

<https://www.banquedesterritoires.fr/protection-de-lenfance-elisabeth-borne-devoile-un-arsenal-de>

Lors d'un Comité interministériel à l'enfance, Élisabeth Borne a présenté ce jour le troisième plan de lutte contre les violences faites aux enfants, ainsi que des mesures spécifiques pour les enfants protégés. Seront désignés de façon expérimentale, dans dix départements, des délégués départementaux de l'État à la protection de l'enfance, chargés de travailler avec les départements. Une feuille de route spécifique sur la scolarité des jeunes de l'ASE sera déployée et "un coup de pouce" de 1.500 euros sera versé automatiquement aux 18 ans, dans le cadre d'un "pack autonomie jeunes majeurs". La "mobilisation État-départements" promise par Élisabeth Borne sera quant à elle lancée fin 2023 ou début 2024.

Plan 2023-2027 contre les violences faites aux enfants : 22 actions pour agir, 20/11/2023

<https://www.gouvernement.fr/actualite/plan-2023-2027-contre-les-violences-faites-aux-enfants->

Le plan du Gouvernement prévoit des moyens financiers et humains renforcés pour protéger les enfants face à toutes les violences dont ils pourraient être victimes.

Les maires face à l'inflation [Dossier]

Territoires du social, 11/2023, n° 542, p. 14-23

Au sommaire :

- La parole de l'UNCCAS "Nous sommes tout près d'un drame social" - Entretien avec Sandrine Runel, Adjointe au Maire de Lyon en charge des solidarités. . .
- Les actions des CCAS se préparent à "des répercussions au long cours"
- Les "villages des solutions", une innovation territoriale signée Afpa - Paroles d'expert
- Orly : des aides revues et plus lisibles
- Proxidon, une solution clé en main et gratuite - Paroles d'expert
- La banque de France en soutien des travailleurs sociaux - Points de vue d'experts
- "Que l'UNCCAS et les banques alimentaires soient encore plus proches !" - Entretien avec Jean Cottave, Président des Banques alimentaires

Préparer la France de demain, ajouter de la vie aux années - Stratégie « Bien Vieillir » [communiqué de presse] / Ministère des Solidarités et de la Santé, 11/2023, 36 p

<https://solidarites.gouv.fr/sites/solidarite/files/2023-11/Strategie-bien-vieillir-novembre-2023.pdf>

« En 2030, les plus de 65 ans seront plus nombreux que les moins de 15 ans. » Face à ce défi démographique, la société doit collectivement se mobiliser : État, collectivités, entreprises et citoyens. C'est tout l'enjeu de la stratégie « Bien Vieillir » que la ministre Aurore Bergé a présenté aujourd'hui au sein du ministère des Solidarités et des Familles. Le vieillissement de la société n'est pas synonyme de déclin. Une société qui vieillit peut s'appuyer sur l'engagement de ses citoyens et l'expérience de ses aînés qui constituent de grands atouts pour les autres générations. Renforcer la solidarité et les liens intergénérationnels est essentiel pour favoriser le partage et lutter contre l'isolement social.

Au sommaire :

- #Vieillir ne doit pas nous rendre invisibles
- Avec le vieillissement de la population naissent de nouveaux besoins et c'est toute notre société qu'il faut repenser afin de l'adapter au mieux aux personnes âgées
- Plus de 9 Français sur 10 souhaitent vieillir chez eux

<https://solidarites.gouv.fr/preparer-la-france-de-demain-ajouter-de-la-vie-aux-annees-strategie->

[↩ Retour sommaire](#)

Éco-anxiété : des pistes pour agir. Enfants, ados et jeunes adultes [Dossier de connaissances] /
BEC Emilie, 11/2023, 88 p

<https://creaiors-occitanie.fr/wp-content/uploads/2023/11/202311DC-ecoanxiete.pdf>

Une sélection de pistes d'actions à mettre en place pour faire face à cette éco-anxiété chez les #enfants et les #jeunes. La première partie est consacrée au développement des compétences psychosociales (#CPS) qui représente un levier important pour gérer les émotions difficiles et les exploiter pour agir. La deuxième partie présente l'importance de l'éducation au développement durable (#EDD) qui est un autre levier essentiel pour diffuser des connaissances, impulser des changements de comportements et permettre à chacun d'être acteur au quotidien de la transformation et de la mise en œuvre des objectifs de développement durable. Une présentation d'un panel d'initiatives inspirantes impulsées par les jeunes clôture ce dossier.

Aménager la ville pour prévoir l'urgence migratoire

Urbanisme, 11/2023, n° 434, p. 57-58

Alors que l'Institut pour l'économie et la paix (IEP) alerte sur une augmentation des réfugiés climatiques -1,2 milliard en 2050 selon le pire scénario-, réfléchir aux solutions de leur accueil dans les villes devient inévitable. Dans le nord de la France, le camp de Grande-Synthe est un exemple innovant de coopération et d'expérimentation de l'hébergement d'urgence.

Les maires et la lutte contre les violences faites aux femmes

Association des maires de France, 11/2023, 28 p.

<https://medias.amf.asso.fr/docs/DOCUMENTS/a1f7fd03264e1f8f05e2e7cfa9750301.pdf>

Que faire et à qui s'adresser quand une victime de violences conjugales se présente à la mairie ou au CCAS ? Pour aider les communes, l'AMF publie un guide pratique.

[Retour sommaire](#)



Pour aller plus loin...

Sites internet

démocratieS, le média critique de la participation

« Le média démocratieS a été créé en 2023 sous l'impulsion de l'ICPC, Institut de la Concertation et de la Participation Citoyenne, avec des partenaires associatifs et publics. Nous pensons que la démocratie est au cœur des autres sujets, que son état et sa vivacité détermineront les transitions à venir... »

<https://democraties.media/>

Bibliothèque des Initiatives RH

Les initiatives RH, sélectionnées par la DGAFP, font l'objet de fiches détaillées, décrivant le projet et sa genèse, les difficultés rencontrées et les moyens mis en œuvre. Les documents de travail (cahier des charges, calendrier des étapes, méthodologie, livrables, rapport d'évaluation, description de l'investissement mobilisé ...) sont mis à la disposition des professionnels RH afin d'être partagés et mutualisés dans un cadre inter-fonctions publiques.

[Les initiatives RH | Bibliothèque des initiatives RH \(fonction-publique.gouv.fr\)](https://fonction-publique.gouv.fr/)

La Base du numérique d'intérêt général

Qu'est-ce que La Base du numérique d'intérêt général ?

- Une base de connaissances
- Un espace de partage et d'échanges
- Un outil de présentation, de valorisation de vos productions, et de partage de votre expérience

<https://labase.anct.gouv.fr/>

LABSOLU, Laboratoire d'Innovation Publique de la Région des Pays de la Loire

propose « L'innovation publique : un guide pratique pour agir différemment »

<https://fr.calameo.com/read/002150178c5e448cf3d1d>

Territoires audacieux, 2019

Territoires-Audacieux.fr est dédié à la valorisation des initiatives à impact positif issues des collectivités publiques. Son objectif ? Mettre en lumière tous ceux qui osent, sur leur territoire, mettre en place des projets innovants....

<http://www.territoires-audacieux.fr/>

Territoires conseil

Base d'expériences de la Banque des Territoires (Caisse des dépôts)

<https://www.banquedesterritoires.fr/collectivites-epl>

La 27^{ème} Région


<http://www.la27eregion.fr/>

LaBase, laboratoire d'innovation publique en Nouvelle-Aquitaine, porté par le Secrétariat Général pour les Affaires Régionales (SGAR), la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement (DREAL), le Département de la Gironde et Bordeaux Métropole.

<https://www.facebook.com/LaBaseNA>

M3 La prospective de la Métropole de Lyon

<http://www.millenaire3.com>

-  Pour vous permettre d'approfondir certaines thématiques, le réseau des documentalistes du CNFPT vous propose des Lettres d'Information Documentaire mensuelles. Ces lettres, au nombre de 14, traitent des informations relatives aux différents champs de l'action publique locale. Vous avez la possibilité de vous y abonner gratuitement sur le Wikiterritorial du CNFPT en cliquant [ici](#)

[Retour sommaire](#)



Cette Lettre d'Information Documentaire est réalisée par le réseau des documentalistes du CNFPT

Certains articles ne sont accessibles en ligne que sur abonnement.

Pour toute question, vous pouvez vous adresser à l'équipe du Centre de Ressources Documentaires de l'Inset Angers en écrivant à l'adresse suivante : documentation.insetangers@cnfpt.fr

[Retour sommaire](#)

Bulletin documentaire

Edité par l'INSET, rue du Nid de Pie, CS 62020, 49016 Angers Cedex 1
www.cnfpt.fr

Directrice de publication : **Marion Leroux**

Responsable du centre de ressources : **Bérangère Guillet**

Conception et réalisation : **Bérangère Guillet, Marie-Christine Marchand**

Tél. : 02 41 22 41 46

© 2023 CNFPT/ INSET D'ANGERS

[Retour sommaire](#)